



Hebdomadaire depuis 1936

2024

Semaine

42

Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

Editoriale: Gisèle cailloux - La droite est disqualifiée pour décider !



La Dette

La dette de la France est colossale, selon le nouveau ministre des finances issu d'une coalition LR (les Républicains) et Renaissance. Le premier (LR) n'a pas le soutien des Français (6,27 % des exprimés

aux législatives), mais celui du RN de Mme Le Pen, tant la proximité des idées est forte. Le second (Renaissance) de Macron a été mis en minorité après 7 ans de pouvoir. Forte de 3 200 milliards d'euros, cette dette atteindra 112 % du PIB en 2024.

Une Dette en Croissance Continue

Cette dette n'a cessé d'enfler après des décennies de gouvernement à droite. Sous le gouvernement Macron, elle a augmenté de 910 milliards d'euros. Pour échapper à la catastrophe, il faudrait que toute la nation, riches et pauvres, unie dans des efforts consensuels, fasse des efforts et accepte une régression de ses revenus. Au menu : plus d'impôts pour les (seuls) riches qui gagnent plus de 500 000 euros par an, ajustement des retraites repoussé de 6 mois, effectifs réduits à l'hôpital, à l'école et dans tous les services publics, augmentation des taxes d'électricité.

Les Dividendes et l'Aide aux Entreprises

Pourtant, un constat : si la dette augmente, les dividendes, eux, s'envolent. L'aide aux entreprises, véritables assistées de notre budget, n'a cessé d'augmenter : 2,6 % du PIB en 1979, 8,5 % du PIB en 2022, soit 200 milliards par an : 109 milliards d'euros de niches fiscales, 64 milliards d'euros d'allègements de cotisations sociales et 32 milliards d'euros de dépenses budgétaires

directes. En 2023, la Cour des comptes estimait que c'était 62 milliards d'euros de recettes en moins, l'équivalent de 2,2 points de PIB. Voilà quelques pistes d'argent à récupérer facilement sur des profits qui, en 2024, vont atteindre des records : les dividendes pourraient atteindre 70 milliards d'euros.

Les Choix de la Droite en Cause

D'autres choix de la droite sont aussi en cause. Par exemple, celui de rester dans le marché européen de l'électricité indexé sur les cours du gaz. Pour compenser les prix exorbitants qui en résultaient, l'État a instauré un bouclier tarifaire qui a coûté 70 milliards d'euros, dont 40 milliards en 2023/2024, alors que nous étions autosuffisants en électricité à très bas prix. La cure d'austérité demandée par M. Barnier, dont la dette est le prétexte, ne vise en fait qu'à sanctuariser les profits dont la France détient le record européen. Non seulement c'est profondément injuste pour ceux qui, par leur travail, créent les richesses de la France, mais cette austérité nous appauvrit déjà depuis quelques décennies (tassement des salaires autour de la valeur du SMIC, augmentation du chômage, casse des services publics dont l'hôpital et l'éducation nationale).

Les Conséquences de l'Austérité

À la baisse des salaires correspond la baisse des cotisations sociales, la baisse de la fiscalité, une consommation en berne et donc un PIB en état de faiblesse. En économisant 40 milliards sur le budget, à l'exception des dépenses militaires et de l'aide aux entreprises (lire plutôt aide aux profits), soit deux fois plus que ce qu'avait fait M. Attali, le Premier ministre, LR, M. Barnier, va donc poursuivre la casse de notre système de santé, de notre éducation nationale et la désertification renforcée de nos territoires. En fait, il s'agit d'un cercle vicieux. Plus d'austérité va encore appauvrir la France de demain.

Le Choix de l'Endettement

Le choix de s'endetter auprès des marchés financiers nous coûte cette année 50,9 milliards d'euros d'intérêts, soit l'équivalent du budget de l'éducation nationale. C'est aussi ce que veut changer le Nouveau Front populaire : emprunter aux banques centrales à taux zéro et sortir ainsi de l'emprise de ces marchés financiers. Pour se sortir partiellement de la mouise, la France a fait racheter 700 milliards d'euros de titres de la dette publique par la Banque centrale de France. Ne serait-il pas plus sain et moins hypocrite que la Banque centrale française fasse de la création monétaire pour développer nos services publics plutôt que pour racheter de la dette ? Cela pourrait d'ailleurs se généraliser aux banques centrales européennes avec la BCE en créant un fonds social solidaire écologique pour développer tous les services publics. C'est totalement possible même avec le traité de Lisbonne.

Développer les Services Publics Malgré la Dette

Développer les services publics malgré la dette actuelle ? C'est la seule façon de s'en sortir à terme : rendre plus efficace notre économie avec plus de justice sociale, investir pour l'avenir. Des médecins, des infirmiers embauchés à l'hôpital, c'est une population en meilleure santé. Plus d'enseignants, c'est des enfants mieux formés pour répondre aux défis technologiques d'aujourd'hui et de demain. Plus de cheminots, c'est les déplacements des salariés facilités, moins de camions sur les routes... toutes ces embauches qu'il faudrait faire, c'est plus de gens au travail qui paient des impôts, qui consomment plus, qui contribuent à la croissance du pays et au développement industriel. Et c'est la croissance qui permet de rembourser la dette.

Bruno Retailleau multiplie les amalgames honteux entre étrangers, délinquance et criminalité.

Le PCF condamne les mesures annoncées par le ministre de l'Intérieur français, dont l'autocrate d'extrême droite Victor Orban vante désormais les mérites, couvrant ainsi de honte notre pays. Depuis son arrivée au ministère, Bruno Retailleau multiplie les amalgames honteux entre étrangers, délinquance et criminalité. Avec ses annonces récentes, pour renforcer l'alliance Macron - Barnier - Le Pen, il franchit un pas de plus. Au mépris de la démocratie parlementaire, ses annonces alimentent les idées fascisantes et servent un projet d'exploitation renforcé des immigrés au seul bénéfice du capital et au détriment des droits humains et des intérêts des travailleurs français et étrangers. Alors qu'il est évident que le soutien au développement des pays d'origine des migrants doit être un des leviers de la politique migratoire de la France, l'annonce d'une diminution de l'aide aux pays qui ne délivrent pas de laissez-passer consulaires n'empêchera en rien l'immigration en provenance de ces pays qui connaissent la guerre, la misère et des désastres écologiques résultant des logiques capitalistes. Le remplacement de la circulaire Valls - dont les conditions de régularisation étaient déjà très restrictives - par une nouvelle circulaire encore durcie, affaiblira quant à lui les droits de tous en renforçant la mise en concurrence des travailleurs entre eux, l'exploitation des femmes et hommes travailleurs sans-papiers et en rejetant des parents d'enfants scolarisés dans notre pays. Pour le PCF, refuser la régularisation de ces travailleurs et travailleuses, c'est nier la richesse qu'ils et elles apportent à notre pays. Sans elles et sans eux des pans entiers de nos services publics, de nos industries et entreprises du tertiaire ne

fonctionneraient plus. Une réforme remettant en cause l'AME, telle que le propose le ministre, conduirait, comme l'affirme les médecins, à dégrader la santé des patients concernés et de la population toute entière comme l'a montré notamment l'expérience espagnole. Enfin, l'annonce d'une prolongation jusqu'à deux cent dix jours de la

BRUNO RETAILLEAU, LE CADEAU RACISTE ET HOMOPHOBES DE LA MACRONIE À LE PEN



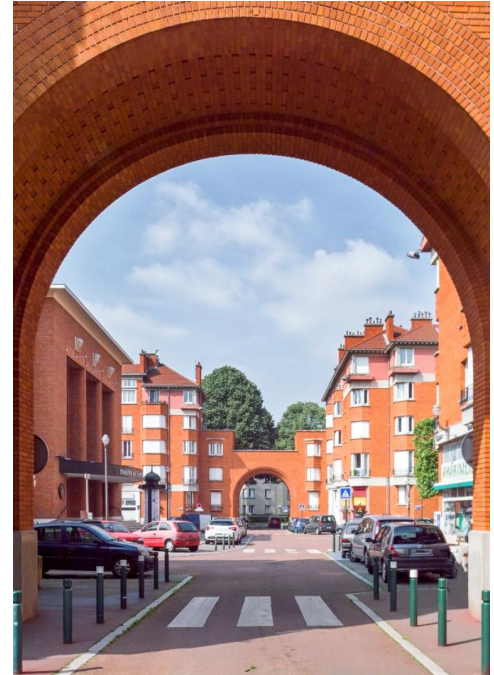
durée de la rétention administrative dans certains cas continue de transformer celle-ci en un outil de politique pénale au mépris de l'institution judiciaire et des droits humains.

Le PCF propose une politique migratoire de la France construite en coopération avec les nations d'Europe et du monde, permettant de s'attaquer aux causes des migrations forcées.

Nous volons la mise en place de mesure et pleinement humaine et conforme aux principes de la République et au respect du droit dans toutes ses dimensions nationales et internationales.

A l'opposé de la politique proposée par Monsieur Retailleau, l'heure est à la construction de voies légales et sécurisées de migration pour en finir avec le désordre capitaliste au mépris des droits humains. »

Locataires de la cité jardins! Attention au contenu final de la rénovation conduite par la droite



822 logements doivent être rénovés !

Il s'agit d'un programme de requalification urbaine intitulé "Quartier d'Avenir". Il sera entamé en 2025 avec la rénovation de 146 logements et parties communes, sans doute sur le square de la Concorde.

Une seconde phase permettra, à partir de 2025/2026, une modernisation en profondeur de nombreux logements boulevard Aristide Briand, cette fois-ci avec une rénovation de logements vides. Cela impliquera donc l'évacuation des locataires vers d'autres logements.

Attention, il est dans les intentions de la droite de requalifier ces logements et sans doute de les louer ou de les vendre au prix du marché, ce qui les sortirait du parc HLM.

Renseignez-vous !

Le parti du travail belge enregistre un grand succès aux élections locales.

En 2009, un Parti Communiste a été refondé en Belgique sous le nom de "Parti du Travail de Belgique" (PTB). Le PTB a adopté une stratégie pragmatique et a cherché à élargir son électorat en se concentrant sur des questions sociales et économiques.

Depuis sa fondation, le PTB a connu une croissance notable. Aux élections fédérales de 2019, le PTB a obtenu 8,6% des voix et 12 sièges à la Chambre des représentants, ce qui représente une percée significative. Le parti a également obtenu des sièges dans les parlements régionaux et communautaires.



À Anvers, il recueille 20 % des voix, et devient le deuxième parti de la plus grande ville de Flandre. Et dans le district de Borgerhout le PTB devient le premier parti. À Zelzate le PTB a un score de plus de 20 %.

Ailleurs en Flandre, le PTB se renforce dans des villes comme Malines, Vilvorde ou Genk. Il fait une percée dans des villes comme Ostende et Alost, et obtient ses premiers élus dans de nombreux conseils communaux tels que Hal, Mortsels, Boom, Heist-op-den-Berg, Renaix, Dilbeek et Asse.

À Bruxelles, la capitale de l'Europe, le PTB est en progression ou en forte progression dans toutes les communes où il se présente comme à Molenbeek, Jette, Etterbeek, Saint-Gilles, Forest, Anderlecht, Ixelles, Bruxelles et Schaerbeek. À Molenbeek, Saint-Gilles et Forest il réalise des scores au-dessus de 20%.

En Wallonie : le PTB progresse partout. Dans les grandes villes comme Liège, Charleroi et Namur, il enregistre des avancées et de fortes progressions à Herstal (30 %) et Seraing (26 %). Il réalise de beaux scores dans des communes comme Saint-Nicolas (20 %), La Louvière (19,2 %) et progresse également à Verviers, Mons et Tournai.

À Mouscron, où il se présentait pour la première fois, il obtient plus de 20 % des voix, devenant ainsi le deuxième parti de la ville. Il fait également de belles entrées dans les conseils communaux de Binche, Ath, Tubize, Châtelet, Sambreville et Fleurus.

Facteurs de Succès

Le succès récent du PTB peut être attribué à plusieurs facteurs, notamment :

Une stratégie de communication efficace, y compris l'utilisation des médias sociaux.

Une attention accrue aux questions sociales et économiques, telles que la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Une capacité à mobiliser les jeunes électeurs et les travailleurs. Le message est clair : le PTB est une force qui se développe partout en Belgique.

Proche et Moyen-Orient Agir contre l'impunité de Netanyahu et de l'État d'Israël

La Politique de Fuite en Avant du Gouvernement Netanyahu.

La politique de fuite en avant du gouvernement d'extrême droite de Benyamin Netanyahu connaît une brutale accélération. À Gaza, les bombardements massifs sans distinction des habitations, hôpitaux, établissements scolaires et centres d'aide des Nations unies se poursuivent. En Cisjordanie et à Jérusalem Est, la population subit les attaques des colons soutenus par l'armée, ainsi que des arrestations arbitraires. Au Liban, les menaces contre Beyrouth sont explicites et suivies de bombardements. Des milliers de morts, plus d'un million de déplacés, et une insécurité généralisée.

Agressions Contre la FINUL.

Les agressions contre la FINUL, c'est-à-dire contre l'ONU et les pays participants à la force internationale au Sud Liban, sont désormais ouvertes et répétées. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a rappelé que ces attaques sont une atteinte au droit international et peuvent constituer des crimes de guerre.

Attaque Frontale Contre le Droit International.

L'ONU est maintenant attaquée par le gouvernement israélien à travers la FINUL et l'UNRWA, dont les activités sont menacées par une loi en discussion à la Knesset. Le secrétaire général de l'ONU a été déclaré « persona non grata » en Israël. Cette attaque frontale contre le droit international et l'ONU est inadmissible et crée un précédent dangereux.

Risques de Bombardements étendu.

Les risques de bombardement contre des

installations nucléaires ou pétrolières iraniennes sont aigus. Le Yémen est également touché. Rien ne saurait justifier une telle attaque frontale contre le droit international. Le peuple israélien est également victime de cette politique, comme le souligne le mouvement de protestation en Israël.



Impunité du Gouvernement Israélien.

Le gouvernement Netanyahu jouit d'un blanc-seing des États-Unis et de certains États occidentaux. Cette impunité ne date pas d'hier. Aucun gouvernement israélien n'a respecté les résolutions de l'ONU pour une solution de paix à deux États, la fin de l'occupation et de la colonisation, et le droit au retour des réfugiés ou à une compensation.

Appel à l'Action.

Il est temps de mettre fin à l'inaction de la « communauté internationale » envers cette politique de terreur. Le respect du droit international est notre boussole. C'est ce que les communistes ont toujours défendu et continuent à défendre. C'est une résolution politique d'un conflit politique, à la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, sur la base des deux États et des frontières de 1967, la fin de la colonisation et de l'occupation,

le droit à la paix et à la sécurité collective pour l'ensemble des peuples de la région, le respect de la souveraineté des peuples et des États, c'est-à-dire à la paix dans la justice et le droit qu'il faut exiger.

Initiatives des Communistes de la Région.

Le respect du droit international est également la boussole des communistes de la région. Le Parti communiste libanais a toujours été au premier rang des luttes pour le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Liban. Le Parti communiste israélien et le Parti populaire palestinien ont rappelé les exigences : cessez-le-feu, retrait des forces israéliennes, solution à deux États sur la base des frontières de 1967, libération des otages israéliens et des prisonniers palestiniens.

Pressions Politiques et Économiques.

La fin de l'impunité de Netanyahu passera par des pressions politiques et économiques contre le gouvernement israélien : fin des livraisons d'armes et de composants militaires à l'État d'Israël et suspension de l'accord d'association UE-Israël tant que le gouvernement israélien ne respecte pas le droit international. Emmanuel Macron a appelé à cesser la livraison d'armes. Il faut qu'il mette ce discours en application.

Engagement des Communistes Français.

Les communistes français sont sur le pont et continuent la bataille pour ce faire.

A notre avis la ville de Suresnes devrait suspendre son jumelage avec la ville Israélienne d'Holon

Avec le PCF je passe à l'action !

- ☐ _____ **J'adhère au Parti Communiste Français**
- ☐ _____ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**
- ☐ _____ **Je souhaite recevoir les informations générales du PCF**

Nom : Prénom :
Adresse
Courriel : Tél.

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes
Tél : 06 44 74 40 87
Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com